

2024 :
63ème anniversaire du crime d'État
commis le 17 octobre 1961

Il y a soixante-trois ans la police française aux ordres du préfet Papon et des ministres Frey et Debré, a tué des centaines d'Algériennes et d'Algériens, et blessé des milliers d'autres, qui manifestaient pacifiquement à Paris le 17 octobre 1961 contre le couvre-feu raciste qui leur avait été imposé par le gouvernement.

Ce jour-là, cinq mois avant les accords d'Évian, la fédération française du FLN algérien a organisé, une manifestation pacifique pour réclamer la levée de ce couvre-feu, l'indépendance et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Cette manifestation où se mêlaient femmes, hommes et enfants, fut très violemment réprimée par les forces de police de la préfecture de police de Paris. Aujourd'hui le bilan de ce massacre n'est plus contestable : des victimes de violences par milliers, des disparitions et des morts par centaines. Nous demandons à l'État français de reconnaître clairement que ces faits constituent « un crime d'État ».

- Nous demandons cette pour que puisse enfin se construire une mémoire collective débarrassée des discriminations mémorielles et d'un passé colonial chargé de ses multiples inégalités.
- Nous demandons un accès libre aux archives, effectif pour toutes et tous, historien·ne·s, citoyen·ne·s, la possibilité pour les chercheuses et chercheurs de travailler.
- Nous demandons aussi la création de condition de transmission historique et mémorielle par la mise en œuvre d'un musée d'histoire du colonialisme.
- Enfin, dès lors que les élèves étudient le XXème siècle, nous demandons des programmes scolaires intégrant l'histoire coloniale et celle de ces événements à des fins de transmission vis-à-vis des plus jeunes.

Nous appelons les citoyennes et les citoyens, ainsi que l'ensemble des organisations progressistes, politiques, syndicales et associatives à se joindre au rassemblement organisé chaque année par notre Collectif sur le Pont Saint-Michel le 17 octobre 2024, afin de rendre hommage à la mémoire de tous les Algérien·ne·s qui ont été victimes des violences racistes et colonialistes de l'État français !

Signataires (à compléter) :

Associations : Anciens Appelés en Algérie et leurs ami·e·s contre la guerre (4ACG), Anciens Appelés en Algérie et leurs ami·e·s contre la guerre (4ACG), Association 17 octobre 1961 contre l'oubli, Association de Promotion des Cultures et du Voyage (APCV), Association Démocratique des Tunisiens en France (ADTF), Association des Ami.e.s de Maurice Rajsfus, Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF), Association Le Paria, Association Nationale des Pieds Noirs Progressistes et leurs Amis, Au nom de la mémoire, Collectif Faty KOUMBA : Association des Libertés, Droits de l'homme et non-violence, Droits devant !, Fédération nationale de la Libre Pensée, Fondation Frantz Fanon, Institut Tribune Socialiste-Archives et Mémoire du PSU (ITS), Les Amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs Compagnons, Memorial 98, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Pour la Mémoire, Contre l'Oubli, Pour Une Alternative Démocratique en Algérie (PADA), Réseau Féministe "Ruptures", SOS Racisme

Syndicats : FSU, SNES-FSU, SNJ-CGT, UD CGT de Paris, Union syndicale Solidaires

Partis politiques : ENSEMBLE !, Pour une Écologie Populaire et Sociale (PEPS)